

1936 : la Révolution espagnole sous le signe du communisme libertaire

Jérémie Berthuin

2016

Table des matières

| | |
|--|---|
| Autogestion populaire et cantines ouvrières | 3 |
| « Les femmes d'Aragon ne pleurent plus l'hiver » | 4 |
| Dépassement des anciennes classes sociales | 5 |
| « Fiers de travailler enfin pour eux- mêmes » | 6 |

C'est lors de la Révolution espagnole de 1936 que les libertaires touchent au plus près l'utopie que des générations de militants et militantes avaient porté au quotidien. Une expérience autogestionnaire exceptionnelle se fait jour. Un exemple quasi unique dans l'histoire du mouvement ouvrier international.

Sitôt le coup d'État militaire (*Pronunciamiento*) déclenché par le général Francisco Franco, le 18 juillet 1936, la résistance s'organise. Elle est avant tout le fait des syndicats et des organisations révolutionnaires. Le gouvernement de Frente Popular, élu en février 1936, reste impuissant. En Aragon, dans le Levant, dans une partie de la Castille et surtout en Catalogne, les armées « nationalistes » sont mises en déroute par la seule mobilisation de la classe ouvrière, organisée majoritairement au sein de la CNT.¹

L'historien Agustin Guillamon, dans son ouvrage *Barricades à Barcelone (1936-1937)*, écrit :

« Une fois le monopole étatique de la violence détruit, parce que l'armée avait été vaincue dans la rue et que le prolétariat était armé, commença une situation révolutionnaire qui imposait sa violence, son pouvoir, son ordre : le pouvoir d'une classe ouvrière armée. »

Une révolution sociale et économique se répand alors, avec plus ou moins d'intensité, changeant la structure sociale de ces régions selon un modèle de société égalitaire et anti-autoritaire, fondamentalement opposé au « communisme de caserne » mis en place dans l'URSS de Staline où le GPU, les purges et les goulags ont définitivement tué tout idéal révolutionnaire.

Autogestion populaire et cantines ouvrières

Se rappelant les conseils de l'anarchiste russe Pierre Kropotkine, selon lequel, « *un peuple révolutionnaire affamé sera toujours à la merci de n'importe quel aventurier démagogique* », les révolutionnaires se mettent à l'ouvrage dès les premières heures du soulèvement populaire pour organiser la distribution des produits de première nécessité. Dans tous les quartiers, toutes les villes et villages, sont créés à cet effet des organismes appelés les « *comités de ravitaillement* ». Les premières cantines communales accueillent des centaines de travailleurs et travailleuses.

À Barcelone, ce sont d'anciens palaces, jusqu'alors occupés par la bourgeoisie catalane et étrangère, qui sont transformés en d'immenses cantines populaires. Les grands hôtels sont parfois réquisitionnés à d'autres effets, comme le note un membre de la CGT-SR, organisation sœur de la CNT, témoin direct de cette étonnante réalité :

« La CNT a délogé les tenants de la grande richesse qui affamaient depuis longtemps les travailleurs, transformant ces luxueux immeubles en maisons du peuple. Tout grand hôtel n'est plus qu'un souvenir ; c'est dans cette boîte aux logements spacieux que les gros bourgeois lassés de ne rien faire s'offraient seuls ce luxe, moyennant 100 pesetas par jour. Aujourd'hui, c'est l'hôtel des travailleurs et gratuit. »²

Le 28 juillet 1936, la CNT catalane estime la grève générale terminée. Le coup d'État militaire a été endigué. La machine économique se remet à fonctionner, mais cette fois sous la direction des ouvrières et ouvriers eux-mêmes. À partir du 23 juillet, les premières mesures de collectivisation d'usines ont lieu à Barcelone : service des eaux, de l'énergie, de l'éclairage, les ateliers de chemins de fer, le secteur métallurgique.

Par la suite, d'autres entreprises sont à leur tour collectivisées, les brasseries, les salons de coiffure, les ateliers cinématographiques... Prenant l'exemple d'une tannerie de la banlieue de Barcelone, un syndicaliste révolutionnaire français écrit :

« L'usine occupe 700 ouvriers et ouvrières. Les salaires ont été relevés comme dans toutes les industries. Le salaire unique n'existe pas encore, mais la prochaine assemblée des salarié.es doit

¹ Voir « 1910 : la CNT, naissance d'une légende » dans *Alternative libertaire* n° 200, décembre 2010.

² *Le Combat syndicaliste* n° 170, 21 août 1936.

en discuter. Quand un ouvrier est malade ou blessé : il touche 75% de son salaire ; auparavant il ne touchait rien, l'Espagne n'ayant pas d'assurance sociale.

La semaine de travail est de 36 heures sans diminution de salaire. Voilà comment fonctionne la tannerie Mollet : chaque atelier nomme ses délégués qui sont au nombre de dix-sept. Ce sont dix-sept hommes et femmes qui forment, ensemble, le comité d'usine chargé de l'organisation du travail. Un conseil d'usine ainsi que le directeur sont nommés par l'assemblée générale des ouvriers. Ces deux organismes se réunissent chaque fois qu'il y a nécessité. Chacun des membres de ces comités est révocable. »³

La question salariale est centrale. Dans un premier temps, il y a tentative de supprimer l'argent et le salariat. Un libertaire français s'arrête, à ce propos, sur l'exemple de la commune libre de Fraga en Aragon :

« Après un séjour, de deux jours dans Lérida, nous repartons. Nous devons atteindre Fraga, grosse localité agricole de 8.500 habitants. Après une copieuse visite de la localité, nous nous réunissons au siège du comité du peuple. Le premier renseignement que l'on nous donne, c'est que l'argent ne circule plus ; l'argent est supprimé ; l'argent, moyen d'échange et de la puissance capitaliste, n'a plus cours. Un livret de famille le remplace, sur lequel sont inscrites toutes les denrées alimentaires, ainsi que les autres produits nécessaires pour la vie. Le livret sert pour le contrôle et ne permet pas à un habitant plus de denrées qu'à un autre, tous sont égaux. Le comité du peuple est élu par l'assemblée générale de la population. »⁴

Si ces expériences de suppression du numéraire s'inscrivent dans la durée dans les collectivités agricoles de l'Aragon, où domine l'influence de la CNT, la centrale libertaire doit composer dans l'industrie avec l'UGT, le syndicat socialiste. On se dirige alors vers un compromis CNT-UGT et, dès lors, la pratique du salaire unique ou familial se généralise.

« Les femmes d'Aragon ne pleurent plus l'hiver »

À la campagne, la battue populaire contre les caciques (notables locaux), les propriétaires féodaux, les agents du fisc, les usuriers, laisse entre les mains des paysans de grandes étendues de terres qu'ils recouvraient après des siècles de spoliation. Comme à la ville, c'est l'urgence de la situation qui stimula la collectivisation.

Le collectivisme agraire est aussi la conséquence de plusieurs décennies de propagande libertaire dans les campagnes. Des militantes et militants itinérants faisaient des tournées de village en village, fournissaient des livres (*Entre campesinos* de l'anarchiste italien Errico Malatesta ou encore *La Conquête du pain* de Pierre Kropotkine) et des revues de la CNT (comme *La Revista blanca*) traitant des questions agricoles.

À partir de 1933 sont, en outre, systématiquement mis en exergue les exemples de collectivisations qui se généralisent. Même si ces expériences de communes collectives sont en règle générale de courte durée, la répression s'abattant rapidement sur les gens du village, elles font œuvre de propagande. José Peirats, dans *Les Anarchistes espagnols – Révolution de 1936 et luttes de toujours*, nous donne le type de témoignages de paysans collectivistes, publié dans la presse libertaire de l'époque : « Ici, il n'y a ni pauvres, ni riches, ni problèmes sociaux, ni ouvriers au chômage. Ici, on partage la production équitablement et tous ensemble, en travaillant, nous vivons tranquilles et heureux. »

Le 19 juillet 1936, les syndiqué.es de la CNT et de l'UGT rapidement mettent sur pied des « comités révolutionnaires » chargés d'organiser les premières saisies de terres qui sont aussitôt mises en commun. L'invasion d'une grande partie de l'Andalousie par les armées franquistes empêche les collectivisations massives dans cette région. D'autres régions connaissent des phénomènes de collectivisations de grande échelle. Mais c'est en Catalogne et surtout en Aragon que les expériences de collectivisations seront les plus nombreuses et surtout les plus achevées.

³ *Le Combat syndicaliste*, n° 169, 14 août 1936.

⁴ *Le Combat syndicaliste* n°196, 19 février 1937.

Un anarcho-syndicaliste français évoque l'avant-gardisme de ces collectivisations :

« Dans les campagnes aux environs de Barcelone et dans la Catalogne, la collectivisation a suivi son cours normal au même rythme que les usines, réorganisant complètement le travail en groupant toutes les petites propriétés dans un vaste rayon.

Dans chaque rayon, un "comité de culture" est constitué, chargé d'organiser le travail, la sélection des graines et des plants ; ce comité, désigné en assemblée générale des paysans est constitué des délégués de zones. Ils ont divisé chaque zone en groupes et à chaque groupe un camarade responsable est chargé de répartir le travail. Ils sont aussi bien organisés que dans l'industrie.

[...] En Aragon, les réalisations sont plus marquées de l'emprise du communisme libertaire, puisqu'en plus de l'organisation du travail en commun, l'argent a disparu comme moyen d'échange pour faire place au carnet de producteur, donnant droit à tout ce qui est nécessaire à la vie des hommes, selon les possibilités de la commune libertaire.

Nous nous faisons expliquer le mécanisme des échanges. Celui-ci est organisé en nature, entre les villages voisins ayant supprimé l'argent. Avec les villes où l'argent demeure, l'échange a lieu sur la base des cours existants et l'approvisionnement s'opère par voie d'achats acheminés sur les villages qui effectuent la distribution aux habitants, sur présentation du carnet de consommation.

Ce système donne pleine satisfaction aux intéressés. C'est la première fois, nous a-t-on dit, que les femmes d'Aragon ne pleurent pas l'hiver. En effet, autrefois, le produit des récoltes était insuffisant à payer les dettes aux "caciques" et au clergé. Les Aragonais défendront leurs conquêtes jusqu'à la mort s'il le faut, mais ils ne peuvent pas revenir en arrière. Pour eux le passé est mort et bien mort. »⁵

Dépassement des anciennes classes sociales

Donnée importante de cette collectivisation des terres : elle réside dans un acte volontaire des intéressé-e-s. La révolution espagnole dans les campagnes n'est, à cet égard, en rien comparable avec la Révolution russe et l'épisode sanglant de la « dékoulakisation » à la fin des années 1920. Les paysans dits « individualistes », la plupart des petits métayers, font le choix de vivre en marge des collectivités. Leur choix est respecté par les « collectivistes » qui maintiennent avec eux des possibilités d'échanger des produits. Mais comme le note le militant français cité précédemment, ces petits propriétaires ne restent pas longtemps indifférents aux avantages offerts par le travail collectif : mise en commun des terres mais aussi de la volaille, du bétail, des engrais, de la semence et de la récolte. Et il n'est pas rare que les « quelques réfractaires du début aient rejoint par la suite l'organisation collective ».

Une autre réalité réside dans le dépassement des anciennes classes sociales. Si de nombreux ex-patrons ont choisi de rejoindre les rangs des armées de Franco, d'autres acceptent le nouvel ordre social. Un libertaire français donne l'exemple d'une collectivité agricole de la banlieue de Barcelone où un ouvrier et son ex-patron se côtoient désormais dans un effort commun :

« Le comité technique d'agriculture est composé de cinq ouvriers et quatre ex-patrons. Tous les patrons ont accepté la collectivisation ; il y a eu davantage de réticences parmi les ouvriers qui croyaient perdre quelque chose. Une anecdote nous est contée par un ex-patron qui fait partie du comité technique avec un camarade ouvrier qui avait travaillé chez lui. En 1931, au cours d'une grève, les deux collaborateurs d'aujourd'hui s'étaient quelque peu boxés. L'un était patron, l'autre ouvrier, et l'ex-patron qui nous raconte cela nous dit que la crainte d'une nouvelle bataille n'existe plus, l'exploitation de son semblable n'existant plus. »⁶

⁵ *Le Combat syndicaliste*, n° 192, 23 janvier 1937.

⁶ *Le Combat syndicaliste*, n° 189, 1er janvier 1937.

Dans le même article, l'auteur met en exergue le rôle joué par les colonnes antifascistes dans la multiplication de ces expériences collectivistes : « *Partout où sont passées les miliciens de la colonne Durruti, le même système de vie est organisé.* »

Au fur et à mesure que les miliciens et miliciennes, avant tout de la CNT ou du POUM, libèrent les villages de l'emprise franquiste, le même débat a lieu entre partisans de la collectivisation et partisans de la parcellisation des terres. Et comme le montre le film de Ken Loach *Land and Freedom*, ils et elles sont invité-e-s par les gens du village à donner leur avis sur la question. Ces militants et militantes révolutionnaires aguerris ne manquent pas de convaincre des auditoires, déjà tentés par la voie collectiviste, des intérêts de la mise en commun des terres.

« Fiers de travailler enfin pour eux- mêmes »

À l'issue de son voyage en Espagne, Pierre Besnard, syndicaliste révolutionnaire français et secrétaire de la CGT-SR, témoigne :

« J'ai vu partout des hommes au travail dans les champs, des femmes et des enfants dans les villages, des ouvriers et des ouvrières allant au labeur joyeux, fiers de travailler enfin pour eux-mêmes. La joie était peinte sur leurs visages sérieux et graves sans doute, mais sans traces d'inquiétudes. Ils savaient que quelque chose était changé et qu'ils allaient vers un avenir meilleur. [...] Une grande expérience est en train d'éclorre. »⁷

La révolution espagnole, est, sans aucun doute, un des exemples les plus accomplis tant dans ses réalités économiques et sociales que dans son ampleur. Frank Mintz, historien et auteur de *Autogestion et anarchosyndicalisme. Analyse et critiques sur l'Espagne (1931-1990)*, estime que 1.838.000 personnes ont vécu sous le régime collectiviste des révolutionnaires espagnols.

⁷ *Le Combat syndicaliste*, n° 175, 25 octobre 1936.

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Jérémie Berthuin
1936 : la Révolution espagnole sous le signe du communisme libertaire
2016

Consulté le 25 octobre 2016 de www.alternativelibertaire.org
Jérémie Berthuin (AL Gard) dans *Alternative Libertaire* mensuel n° 264, septembre 2016.

fr.theanarchistlibrary.org